

LE GRAND SOIR

mardi 15 octobre 2013

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



Le noir désir du gouvernement : siphonner les économies des régimes sociaux autonomes pour renflouer la Sécurité sociale.

Hold-up du siècle sur les caisses de retraite (Le Canard Enchaîné)

Alain GUÉDÉ

La dernière trouvaille de Bercy pour réduire le déficit de la Sécu a fait autant de bruit dans le landerneau social qu'une alarme hurlant chez un bijoutier de la place Vendôme. Alerte ! les bas de laine constitués au fil des ans par quelques régimes ou caisses autonomes seraient raflés par le gouvernement !

Du jamais-vu ? En fait, Raffarin avait donné l'exemple dès 2003, en siphonnant les réserves de la Caisse de retraite des collectivités locales. Et puis, en 2011, Fillon avait ponctionné les mutuelles au bénéfice de la Sécu.

Pour le début de 2014, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoit de soulager la Caisse des industries électriques et gazières de 65 % de ses réserves, soit 170 millions.

Simultanément, la tirelire du Fonds d'emploi hospitalier, un organisme censé financer les restructurations dans les établissements publics (soit 233 millions), volera en éclats. Les petits cochons tremblent sur leurs étagères.

Caisses bien roulées

Ces 403 millions pourraient n'être qu'un début. D'où un vent de panique chez ceux qui ont eu la naïveté de ne pas planquer leurs économies.

Deux dispositions de la réforme des retraites, dont le Parlement entame l'examen, ont en effet alarmé les gestionnaires de ces bas de laine.

- La première est la création d'un « comité de surveillance » des retraites, dont les cinq membres, nommés par le gouvernement, bénéficieront pour la première fois d'un droit de regard sur les régimes complémentaires. Les dirigeants de l'Arrco (la fédération des régimes complémentaires des salariés non cadres) sont convaincus que la mission de ce comité sera de faire main basse sur au moins une partie de leurs réserves.

Celles-ci s'élèvent à plus de 40 milliards, soit environ un an de versements aux retraités.

Actuellement, cet énorme matelas, placé sur les marchés financiers, produit des intérêts qui permettent de ne pas trop augmenter les cotisations.

Si les régimes complémentaires étaient contraints de se séparer d'une partie de leur trésor ou, plus probablement, de consentir un prêt à taux zéro à la Sécu, il leur faudrait les augmenter, ou baisser les pensions.

Du coup, Hollande et Ayrault ont déjà reçu un très menaçant « touchez pas au grisbi » de la part de syndicats prêts à défouailler.

Tempête dans les cabinets

- La même alerte, maximale, a été déclenchée par les professions libérales. L'avant-dernier article de la réforme des retraites confie au gouvernement la tutelle des caisses de ces professions.

Un hasard ? Pas vraiment, vu que leurs réserves atteignent 21 milliards.

Devant le hold-up annoncé sur une partie de ce magot, les « libéraux » qui ont les moyens de se faire entendre agitent la menace d'une riposte exemplaire. Elle est prise d'autant plus au sérieux que les représentants de ces professions ne manifestent pas une grande tendresse pour la gauche. Manquerait plus que les notaires se laissent cravater sans rien dire.

Alain Guédé

http://www.filpac.cgt.fr/spip.php++cs_INTERRO++article5933

<http://www.filpac.cgt.fr/spip.php?article5933>

<http://www.legrandsoir.info/hold-up-du-siecle-sur-les-caisses-de-retraite.html>